

Anticapitalisme : c'est par où ?

Christophe Ramaux

Article paru dans *Politis*, 8 décembre 2005.

Il y a au moins trois bonnes raisons d'être anticapitaliste.

Le chômage ? La légitimité du capitalisme repose sur l'idée qu'en dépit de ses défauts, il est le système le plus efficace pour accroître la richesse. Or le chômage vient directement percuter cette prétention. Qu'est-il d'autre en effet que l'interdiction faite *de facto* à certains de créer de la richesse ? Prendre la question sous cet angle, ce qui est rarement fait, permet de comprendre pourquoi les gouvernants sont toujours enclins à revenir sur la reconnaissance même du chômage en laissant entendre que si sans emploi il y a, c'est de leur fait.

La satisfaction des besoins ? Le capital se pare ici de vertus qu'il faut lui contester. La concurrence peut avoir du bon comme mécanisme d'incitation. Les fusions acquisitions des dernières années montrent que le capital lui préfère souvent la concentration et le monopole. Mais il y a plus important : pour lui, ne valent que les activités qui génèrent une plus-value. Mieux vaut vendre des 4 x 4 ou de l'eau du robinet en bouteille plastique que satisfaire les besoins sociaux « non valorisables » (logements sociaux, équipements collectifs, etc.). Mieux vaut brader des autoroutes (ou vendre de l'électricité plus chère), pour rémunérer des actionnaires, que d'utiliser leurs recettes pour le ferroutage.

La propriété privée du capital justement : dans la tête de chacun est inscrite l'idée que les propriétaires du capital « financent » la production (l'achat de machines, le salaire des travailleurs...), ce qui leur donnerait un droit « légitime » au profit. C'est omettre que l'essence du capitalisme est ailleurs : tandis que certains doivent vendre leur force de travail pour vivre, d'autres ont accès aux moyens de financement pour se lancer dans les « affaires ». Bref, « les salariés dépensent ce qu'ils gagnent, tandis que les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent ». Le nouveau capitalisme l'illustre jusqu'à la caricature. Si la Bourse finance certaines entreprises, elle ne finance globalement rien : la somme des dividendes et des rachats d'action (afin de « soutenir » le cours) est égale et même supérieure à l'émission de capital. La bourse sert plus à répartir les droits de tirage sur la plus-value qu'à financer l'investissement. A l'encontre de celui-ci, les actionnaires exigent d'ailleurs qu'une fraction toujours plus grande des profits leur soit reversée et n'autorisent que les investissements qui promettent une création de « valeur actionnariale » suffisante. Les entreprises ne sont plus appréhendées dans leur capacité à produire de la richesse sur le long terme, mais du point de vue de leur « valeur liquidative » : à combien les actionnaires peuvent-ils espérer « vendre » tout ou partie de l'entreprise ? D'où le passage à la « juste valeur » (l'évaluation des actifs de l'entreprise par les marchés) dans les nouvelles normes comptables.

Il y a bien des raisons de s'opposer au capital, mais que lui opposer ? C'est ici que le bât blesse. M. Husson soulignait (*Politis*, n°NBP), avec raison, que le keynésianisme n'est pas un radicalisme suffisant. Keynes et les post-keynésiens, à l'inverse de Marx, invitent, et ce n'est pas rien, à penser la « positivité propre » de l'intervention publique par rapport au marché. Mais ils la conçoivent principalement pour soutenir l'accumulation du capital. Le socialisme ou le communisme ? Ceux qui s'en réclament ne savent plus eux-mêmes ce que cela signifie. C'est ici que la trame républicaine peut être précieuse. Il ne s'agit pas d'être aveugle aux nombreuses limites de la République instituée. Il s'agit, y compris face à ces limites, de creuser le projet de démocratie, entendue au sens fort, que porte le projet républicain : une société d'égaux en droits politiques où le pouvoir revient au peuple. C'est sur cette base que

l'on peut à la fois penser le fondement politique de l'Etat social mais aussi remettre en cause le pouvoir du capital.

L'autogestion est tombée en désuétude en raison de limites endogènes : elle nie la question du pouvoir et néglige les parties prenantes extérieures de l'entreprise (clients, usagers, etc.). En dépassant ces apories, le thème de la République sociale peut lui donner une seconde jeunesse. Les libéraux réduisent l'entreprise à un simple objet de propriété. On peut leur opposer qu'elle est une institution collective, sociale, dont la finalité dépasse l'intérêt des seuls actionnaires. Elle peut ainsi légitimement prendre une forme publique ou coopérative. Au-delà, c'est la socialisation du financement (et les post-keynésiens nous apprennent ici beaucoup) qu'il convient de remettre au goût du jour. C'est au pouvoir politique qu'il revient de décider des priorités en la matière. Le « pouvoir de la finance » (« une action, une voix ») s'accommode mal de la démocratie politique (« un homme, une voix »). On conçoit qu'il plaide pour la mondialisation : il sait qu'à cette échelle le peuple n'a pas de prise. Les métamorphoses du capitalisme sont à la fois économiques et politiques et c'est cette cohérence que la trame républicaine invite à penser. Avec l'extension du champ de la démocratie politique, cette trame offre simultanément un moyen pour penser les nécessaires « réponses transitoires », pour faire le pont entre les réponses immédiates (retraite, service public, etc.) et la transformation de la société.

Marx, Keynes, la République mais aussi une forme non rétrograde d'écologie politique : c'est sans doute avec ce « carré magique » que l'on peut redonner sens à l'anticapitalisme.